

# Irak : persécution des tribus sunnites – al-Sadoun

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 26 juin 2019

## **Impressum**

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

Case postale, 3001 Berne

Tél. 031 370 75 75

Fax 031 370 75 00

E-mail : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)

Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)

CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en allemand et français

COPYRIGHT

© 2019 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

# Sommaire

<b>Questions traitées .....</b>	<b>4</b>
<b>1      Persécution des al-Sadoun .....</b>	<b>4</b>
1.1    Situation des al-Sadoun sous Saddam Hussein .....	4
1.2    Persécution des al-Sadoun après la chute de Saddam Hussein .....	5
<b>2      Motifs de persécution complexes (en tant que sunnites et ancien-ne-s          partisan-e-s du régime Baas).....</b>	<b>7</b>
2.1    Augmentation de la violence à l'encontre des sunnites .....	7
2.2    Situation des ancien-ne-s membres du parti Baas et des partisan-e-s du régime de Saddam Hussein.....	10
2.2.1    Le parti Baas et la débaasification .....	10
2.2.2    Persécution à l'encontre d'ancien-ne-s membres du Baas et d'ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam Hussein.....	11

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

## Questions traitées

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Existe-t-il des éléments permettant de déterminer si les membres des al-Sadoun en Irak sont particulièrement exposés à des attaques (attentats ou autres menaces) de la part des milices chiites ou d'autres acteurs ?
2. Existe-t-il des informations permettant de déterminer si ces attaques ou menaces sont dirigées contre l'ensemble des membres des al-Sadoun en Irak ou uniquement contre les membres qui occupaient sous le régime de Saddam Hussein des positions particulièrement élevées ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Irak depuis plusieurs années.<sup>1</sup> Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

## 1 Persécution des al-Sadoun

### 1.1 Situation des al-Sadoun sous Saddam Hussein

**Tribu sunnite utilisée par Saddam Hussein dans le sud chiite pour se maintenir au pouvoir.** Al-Sadoun<sup>2</sup> est l'une des rares tribus sunnites du sud de l'Irak, région dominée par les chiites. Elle appartient à la confédération tribale des *Muntafiq*, basée dans les provinces de Dhi Qar<sup>3</sup>, Maysan, Basrah et Muthanna<sup>4,5</sup>. Selon un article du *New York Times* (NYT) datant de 2003, la tribu al-Sadoun compte environ 250 000 personnes.<sup>6</sup> En juin 2018, *Mark Lattimer*, directeur du *Ceasefire Centre for Civilian Rights*, qui fait partie du *Minority Rights Group* (MRG), a compilé sur la base de diverses sources des informations sur les al-Sadoun pour l'*Österreichische Bundesamt für Fremdenwesen und Asyl* (BFA - Office fédéral autrichien des affaires étrangères et de l'asile). Il explique que Saddam Hussein a tiré avantage de la position de la tribu al-Sadoun, plus grande tribu sunnite du sud de l'Irak chiite, et l'a utilisée pour protéger ses intérêts dans le sud du pays. Les al-Sadoun étaient considérés comme fidèles au régime Baas.<sup>7</sup> Ils ont été protégés par Saddam Hussein et certains de ses membres ont

<sup>1</sup> [www.osar.ch/pays-dorigine.html](http://www.osar.ch/pays-dorigine.html)

<sup>2</sup> Autres orthographes: Al-Muntafiq Al-Sa'doun/Al-Saadoun/Al Sadoun.

<sup>3</sup> La capitale de Dhi Qar s'appelle Nasiriya.

<sup>4</sup> Lattimer mentionne en outre que Muthanna est la province où sont basés les al-Sadoun. Lattimer, Mark (Director of the Ceasefire Centre for Civilian Rights), Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018. In: BFA Staatendokumentation, Anfragebeantwortung der Staatendokumentation zu Irak: Stamm Al-Muntafiq Al-Sa'doun/Al-Saadoun/Al Sadoun, 18 juillet 2018, document non accessible publiquement.

<sup>5</sup> BFA Staatendokumentation, Anfragebeantwortung der Staatendokumentation zu Irak: Stamm Al-Muntafiq Al-Sa'doun/Al-Saadoun/Al Sadoun, 18 juillet 2018.

<sup>6</sup> *New York Times* (NYT), *After the war: Revenge; Feared, a Southern Iraqi Clan Finds Itself Hunted*, 15 juin 2003: [www.nytimes.com/2003/06/15/world/after-the-war-revenge-once-feared-a-southern-iraqi-clan-finds-itself-hunted.html](http://www.nytimes.com/2003/06/15/world/after-the-war-revenge-once-feared-a-southern-iraqi-clan-finds-itself-hunted.html).

<sup>7</sup> Lattimer, Mark, Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018.

obtenu des postes importants. On comptait parmi les al-Sadoun des médecins, des professeurs ainsi que des personnes qui occupaient des postes importants dans l'administration et la politique.<sup>8</sup> Ainsi, le poste de président du parti Baas dans le sud de l'Irak était occupé par un membre de la tribu al-Sadoun ; celui-ci a par la suite été accusé d'avoir commis des crimes contre l'humanité.<sup>9</sup> Sous Saddam Hussein, les membres de la tribu al-Sadoun exerçaient une grande influence et avaient le pouvoir d'agir contre leurs détracteurs et leurs rivaux, ceux-ci faisant parfois l'objet d'arrestations ou de mesures plus sévères. Les al-Sadoun étaient haïs et craints par de nombreux chiites du sud du pays.<sup>10</sup>

## 1.2 Persécution des al-Sadoun après la chute de Saddam Hussein

**Dès 2003, meurtres et expulsions des al-Sadoun par les milices chiites.** En 2003, le vent a tourné pour les al-Sadoun, devenus une population vulnérable. Après la chute de Saddam Hussein, les membres de la tribu des al-Sadoun ont en effet souvent été pris pour cible par des groupes chiites et tués par vengeance. De nombreux al-Sadoun se sont ainsi distancés des anciens membres influents de leur tribu et ont demandé dès 2003 la protection des troupes britanniques et américaines en Irak. Le NYT a rapporté en juin 2003 l'assassinat du chef de la tribu des al-Sadoun à Zubayr<sup>11</sup> et le meurtre d'autres membres moins haut placés des al-Sadoun.<sup>12</sup> Contacté par l'OSAR, un *expert irakien sur les droits humains* a confirmé que les membres des al-Sadoun sont exposés depuis 2003 à des crimes et à des violations des droits humains. L'expert rapporte ainsi que les al-Sadoun sont victimes de meurtres, d'enlèvements, d'arrestations et sont privés du droit de pratiquer leur religion par des milices chiites proches du gouvernement à Bagdad. L'objectif de ces milices, selon ce même expert, est d'expulser systématiquement les al-Sadoun du sud de l'Irak.<sup>13</sup>

**Après le retrait des troupes britanniques et américaines en 2011, les violences contre al-Sadoun se sont à nouveau intensifiées, entraînant des expulsions de masse.** Selon *Lattimer*, les al-Sadoun ont subi depuis 2003 plusieurs vagues de violence, se traduisant par des enlèvements et des meurtres. Ils ont en outre été victimes d'expulsions de masse en raison de violences confessionnelles et à la suite d'affrontements violents avec le gouvernement central. De nombreuses familles al-Sadoun ont dû quitter leur foyer dans le sud de l'Irak et se sont réfugiées dans la province de Salah ad-Din.<sup>14</sup> Les attaques et les expulsions ont été documentées dans divers rapports, en particulier à partir de 2013.<sup>15</sup> Selon l'*Organisation*

---

<sup>8</sup> New York Times (NYT), After the war: Revenge; Feared, a Southern Iraqi Clan Finds Itself Hunted, 15 juin 2003.

<sup>9</sup> Iraqi News, Baathist Abdel Baqi al-Saadoun arrested in Kirkuk, 28 juin 2015: [www.iraqinews.com/iraq-war/photos-baathist-abdel-baqi-al-saadoun-arrested-kirkuk/](http://www.iraqinews.com/iraq-war/photos-baathist-abdel-baqi-al-saadoun-arrested-kirkuk/); Lattimer, Mark, Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018.

<sup>10</sup> New York Times (NYT), After the war: Revenge; Feared, a Southern Iraqi Clan Finds Itself Hunted, 15 juin 2003.

<sup>11</sup> Zubayr liegt in der Nähe von Basrah.

<sup>12</sup> New York Times (NYT), After the war: Revenge; Feared, a Southern Iraqi Clan Finds Itself Hunted, 15 juin 2003; Lattimer, Mark, Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018.

<sup>13</sup> Renseignement écrit fourni à l'OSAR par un expert irakien sur les droits humains établi à Bagdad, le 24 juin 2019.

<sup>14</sup> Lattimer, Mark, Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018.

<sup>15</sup> Seule une petite partie des incidents liés à la sécurité sont relayés dans les médias anglophones. Il est donc à supposer que de nombreux incidents ne sont pas signalés. En outre, l'origine confessionnelle, ethnique ou sociale des victimes n'est généralement pas indiquée. Les incidents documentés n'ont donc qu'une valeur

internationale pour les migrations (OIM), plus de 180 familles al-Sadoun ont été expulsées de Bassorah au cours du second semestre de 2013, après avoir subi des menaces et des attaques.<sup>16</sup> En 2013, le *Washington Post* a rapporté le meurtre d'au moins douze membres des al-Sadoun dans les provinces chiites de Bassorah et de Dhi Qar. En outre, des dizaines d'autres ont reçu des menaces de mort et huit familles ont fui.<sup>17</sup> L'*Institute for the Study of War* (ISW) a lui aussi fait état de l'expulsion de plus de 150 familles al-Sadoun à Dhi Qar en 2013. ISW a imputé ces expulsions à l'intensification des violences à caractère religieux dans le sud du pays. Des chefs sunnites d'autres tribus ont également été tués dans le sud du pays, dominé par les chiites.<sup>18</sup>

**Depuis 2014, persécutions exercées par les PMU chiites.** Selon l'*expert irakien sur les droits humains*, les violences se poursuivent contre les al-Sadoun dans le sud du pays. Afin d'apporter un appui à l'armée irakienne dans sa lutte contre l'« Etat islamique » auto-proclamé (EI/Daesh), plusieurs milices chiites ont été réunies en 2014 sous l'égide des Unités de mobilisation populaire (*Popular Mobilization Units*, PMU) et agissent depuis contre l'EI en tant que troupes irakiennes officielles. L'expert ajoute que ces PMU jouissent à présent d'un grand pouvoir et d'une forte influence et que, pour des raisons religieuses, nombre d'entre elles sont sous l'influence directe de l'Iran. En raison des PMU chiites, la situation des al-Sadoun dans tout le sud du pays reste encore incertaine, ceux-ci subissant jusqu'à ce jour persécutions et oppressions.<sup>19</sup> Selon *Lattimer* aussi, les al-Sadoun font aujourd'hui l'objet de menaces et de persécutions en raison de leur appartenance tribale ou confessionnelle.<sup>20</sup>

**L'État irakien n'offre aucune protection.** Selon *Lattimer*, les al-Sadoun n'ont eu de cesse de rechercher le dialogue avec le gouvernement ainsi qu'avec les tribus chiites établies dans leur région d'origine. Toutefois, ces efforts n'ont que rarement permis d'obtenir des actions concrètes. *Lattimer* ajoute que le Premier Ministre de l'époque, Nouri al-Maliki, a rencontré des dirigeants des al-Sadoun en septembre 2013 et condamné les attaques exercées à l'encontre des membres des al-Sadoun à Nasiriyah, Bassora et Kout.<sup>21</sup> Cependant, selon l'*expert irakien sur les droits humains* contacté par l'OSAR, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Nuri al-Maliki (en fonction entre 2006 et 2014) a lui-même soumis les al-Sadoun à de fortes pressions. En témoigne de manière frappante l'arrestation de plusieurs membres des al-Sadoun, qui ont été contraints, sous la torture, de se déclarer responsables des meurtres de membres de leur tribu et des crimes dont ils ont été victimes. Selon l'*expert sur les droits humains*, al-Maliki entendait faire porter le chapeau aux al-Sadoun afin de faire oublier les

---

d'exemple. BFA Staatendokumentation, Anfragebeantwortung der Staatendokumentation zu Irak: Stamm Al-Muntafiq Al-Sa'doun/Al-Saadoun/Al Sadoun, 18 juillet 2018.

<sup>16</sup> International Organization for Migration, Governorate Profile: Basrah, avril 2014, In: BFA Staatendokumentation, Anfragebeantwortung der Staatendokumentation zu Irak: Stamm Al-Muntafiq Al-Sa'doun/Al-Saadoun/Al Sadoun, 18 juillet 2018.

<sup>17</sup> The Washington Post, Car bombs kill scores in Iraq, in sign of growing strength of al-Qaeda affiliate ISIS, 27 octobre 2013: [www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/car-bombs-kill-scores-in-baghdad-in-sign-of-crisis-in-iraq/2013/10/27/7ae9c376-3cb3-11e3-b7ba-503fb5822c3e\\_story.html?utm\\_term=.62bcc9fc875e](http://www.washingtonpost.com/world/middle_east/car-bombs-kill-scores-in-baghdad-in-sign-of-crisis-in-iraq/2013/10/27/7ae9c376-3cb3-11e3-b7ba-503fb5822c3e_story.html?utm_term=.62bcc9fc875e).

<sup>18</sup> Institute for the Study of War, Rise in Targeting of Iraqi Sunni Tribal Leaders in Southern Iraq: Iraq Update #40, 27 novembre 2013: <http://iswresearch.blogspot.co.at/2013/11/rise-in-targeting-of-iraqi-sunni-tribal.html>.

<sup>19</sup> Renseignement écrit fourni à l'OSAR par un expert irakien sur les droits humains établi à Bagdad, le 24 juin 2019.

<sup>20</sup> Lattimer, Mark, Al-Saadoun tribe, Briefing Note, 17 juillet 2018.

<sup>21</sup> Ibid.

véritables auteurs, qui se trouvaient parmi les milices chiïtes. Nombre de ces personnes arrêtées ont ainsi été condamnées à mort par des tribunaux irakiens.<sup>22</sup> Le gouvernement entendait faire passer les crimes à motivation religieuse pour des conflits internes aux al-Sadoun. Selon *l'expert sur les droits humains*, al-Maliki a pris personnellement part à cette campagne.<sup>23</sup>

## 2 Motifs de persécution complexes (en tant que sunnites et ancien-ne-s partisan-e-s du régime Baas)

Selon *l'expert irakien sur les droits humains*, l'ensemble des membres des al-Sadoun peuvent être victimes de violence, non seulement les personnes qui appartenaient au régime de Saddam Hussein.<sup>24</sup> Ces dernières années, le HCR a souligné à maintes reprises qu'il était souvent difficile de déterminer pour quelle raison une personne faisait l'objet d'attaques : pour ses liens avec l'ancien régime, son appartenance tribale ou son appartenance confessionnelle.<sup>25</sup> Le *Bureau européen d'appui en matière d'asile* (EASO) indique lui aussi que la raison exacte pour laquelle une personne fait l'objet de menaces ou est assassinée n'est souvent pas claire.<sup>26</sup> En 2014, la *Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq* (MANUI) estimait que le motif de la plupart des meurtres était uniquement l'appartenance confessionnelle des victimes.<sup>27</sup> Les al-Sadoun pouvant subir des attaques à la fois en raison de leur confession sunnite et de leur soutien au régime Baas, le présent chapitre traite de la situation générale des sunnites et des ancien-ne-s partisan-e-s du régime Baas.

### 2.1 Augmentation de la violence à l'encontre des sunnites

**Depuis 2014, augmentation de la violence confessionnelle à l'encontre des sunnites, en particulier les sunnites soupçonnés d'appartenir à l'EI.** Avec le renforcement de l'EI/Daesh, la situation sécuritaire en Irak s'est encore aggravée à partir de 2012. En 2014, le HCR a indiqué que les civil-e-s faisaient quotidiennement l'objet d'attaques, d'attentats

<sup>22</sup> Renseignement écrit fourni à l'OSAR par un expert irakien sur les droits humains établi à Bagdad, le 26 juin 2019.

<sup>23</sup> Renseignement écrit fourni à l'OSAR par un expert irakien sur les droits humains établi à Bagdad, le 24 juin 2019.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *Guidelines Relating to the Eligibility of Iraqi Asylum-Seekers*, 3 octobre 2005, p. 14-17: [www.refworld.org/docid/4354e3594.html](http://www.refworld.org/docid/4354e3594.html); Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *International Protection Considerations with Regard to People Fleeing the Republic of Iraq*, mai 2019, p. 72: [www.refworld.org/docid/5cc9b20c4.html](http://www.refworld.org/docid/5cc9b20c4.html); Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Iraqi Asylum-Seekers*, avril 2009, p. 170-171: [www.refworld.org/docid/49f569cf2.html](http://www.refworld.org/docid/49f569cf2.html); Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Iraq*, 31 mai 2012, p. 17-19: [www.refworld.org/docid/4fc77d522.html](http://www.refworld.org/docid/4fc77d522.html).

<sup>26</sup> European Asylum Support Office (EASO), *Iraq; Targeting of Individuals*, mars 2019, p. 27: [www.ecoi.net/en/file/local/2003960/Iraq\\_targeting\\_of\\_individuals.pdf](http://www.ecoi.net/en/file/local/2003960/Iraq_targeting_of_individuals.pdf).

<sup>27</sup> cf. note de bas de page 22: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), *UNHCR Position on Returns to Iraq*, 27 octobre 2014, p. 3: [www.refworld.org/docid/544e4b3c4.html](http://www.refworld.org/docid/544e4b3c4.html).

suicides et d'attentats à la bombe.<sup>28</sup> Selon le HCR, la progression de l'EI en 2014 et 2015 et le vide sécuritaire consécutif ont conduit, d'une part, à l'affaiblissement de l'État irakien et de ses structures et, partant, à une augmentation de la criminalité et, d'autre part, au renforcement des milices confessionnelles et tribales.<sup>29</sup> Après avoir connu un pic entre 2006 et 2007, la violence confessionnelle entre sunnites et chiites a ainsi à nouveau atteint un niveau record en 2014.<sup>30</sup> En 2016, le HCR a déclaré que les forces de sécurité irakiennes et leurs milices chiites alliées (PMU) étaient responsables des actes de torture, des enlèvements et de l'exécution de civils sunnites soupçonnés d'appartenir à l'EI/Daesh. Ainsi, selon le HCR, même en l'absence de preuves, les civil-e-s subissent arrestations arbitraires, disparitions, exécutions sommaires ou mutilations.<sup>31</sup> Des civil-e-s sunnites, y compris des personnes déplacées à l'intérieur du pays, ont en outre été tués, et leurs maisons, commerces et mosquées détruits, par les forces irakiennes et les PMU qui entendaient venger les attaques menées par l'EI/Daesh à l'encontre d'installations chiites.<sup>32</sup>

**Augmentation de la violence ciblée contre les sunnites dans tout le pays.** Dans ce contexte de violence à motivation confessionnelle, diverses sources telles que *Human Rights Watch* (HRW), la *Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq* (MANUI) / *Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme* (HCDH), UPI ou *Reuters* ont fait état d'actes de représailles et d'exécutions d'hommes sunnites partout dans le pays.<sup>33</sup> En 2014, la violence ciblée contre les Arabes sunnites a ainsi également augmenté à Bagdad, bien que la ville n'ait pas été conquise par l'EI/Daesh. Le HCR a signalé des menaces de mort, des destructions de maisons, des déplacements forcés, des enlèvements, des disparitions et des exécutions extrajudiciaires de sunnites.<sup>34</sup> A Bagdad, des sunnites ont en outre été expulsés de zones résidentielles chiites et de zones mixtes.<sup>35</sup> Le *Département d'État américain* (USDOS) a lui aussi rapporté en avril 2019 que, à l'instar des années précédentes, des Arabes sunnites ont été emprisonnés, maltraités et torturés par les forces de sécurité irakiennes et leurs milices alliées en 2018. USDOS souligne que les milices majoritairement chiites des PMU sont présentes dans tout le pays.<sup>36</sup>

**Déstabilisation également dans le sud du pays.** La progression de l'EI/Daesh dans le nord et dans le centre du pays a également laissé un vide sécuritaire dans les provinces du sud, qui n'étaient pourtant pas directement affectées par l'EI/Daesh, les forces de sécurité qui y étaient établies ayant été en grande partie déployées dans le nord pour combattre

<sup>28</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 1.

<sup>29</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 14 novembre 2016, p. 3: [www.refworld.org/docid/58299e694.html](http://www.refworld.org/docid/58299e694.html).

<sup>30</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 1-3.

<sup>31</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 14 novembre 2016, p. 6 & 9.

<sup>32</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 24.

<sup>33</sup> cf. note de bas de page 22: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 3.

<sup>34</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 24.

<sup>35</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 14 novembre 2016, p. 13.

<sup>36</sup> US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2018 - Iraq, 13 mars 2019: [www.ecoi.net/de/dokument/2004254.html](http://www.ecoi.net/de/dokument/2004254.html).



l'EI/Daesh.<sup>37</sup> Ainsi, dans la province de Bassorah, des informations ont fait état de la prise du pouvoir par les milices chiites, situation qui a entraîné une augmentation drastique de la criminalité ainsi que de nombreux vols, enlèvements, meurtres et affrontements violents entre les différentes tribus.<sup>38</sup> Le HCR a indiqué que des sunnites ont été menacés, enlevés et tués à Bassorah.<sup>39</sup>

**Arrestations et violences contre les proches et parents.** Selon le rapport annuel 2018 d'USDOS, les autorités irakiennes détiennent les conjoints et autres membres de la famille de personnes recherchées pour terrorisme, afin de les contraindre à se rendre. Il s'agit pour la plupart de familles sunnites.<sup>40</sup> Dès 2012, le HCR a signalé que les forces de sécurité irakiennes arrêtaient des femmes en raison des activités terroristes présumées de leurs proches masculins.<sup>41</sup>

**Augmentation du nombre d'arrestations arbitraires de sunnites après la chute de l'EI.** Selon un rapport d'EASO de mars 2019, des milliers de sunnites ont été arrêtés au nom de la lutte contre le terrorisme en raison de leur appartenance présumée à l'EI/Daesh. Les sunnites ayant vécu ces dernières années dans des régions qui étaient contrôlées par l'EI/Daesh font particulièrement l'objet de soupçons généralisés quant à leur appartenance à l'EI/Daesh.<sup>42</sup> En janvier 2018, l'*Associated Press* (AP) estimait le nombre de personnes détenues suspectées d'appartenir à l'EI/Daesh à plus de 19 000. 3 000 d'entre elles ont été condamnées à mort.<sup>43</sup> Les condamnations à mort sont parfois prononcées en moins de dix minutes. Elles reposent souvent sur des preuves ténues ou sur des « aveux » obtenus sous la torture. Le *Washington Post* a également rendu compte en janvier 2019 des stratégies anti-terroristes brutales du gouvernement irakien. Celles-ci sont généralement considérées comme une punition collective à l'encontre des sunnites, ce qui accentue encore les tensions confessionnelles.<sup>44</sup> Les arrestations n'obéissent à aucun principe juridique, les gens étant souvent arrêtés sous prétexte que leur nom ressemble à celui d'une personne soupçonnée de terrorisme.<sup>45</sup>

**Actes de représailles contre des sunnites après des attaques commises par l'EI/Daesh.** Selon divers rapports récents, les forces de sécurité irakiennes, ainsi que leurs milices alliées, commettent des actes de représailles à l'encontre d'individus qu'elles soupçonnent d'entretenir des liens avec l'EI/Daesh. Elles les arrêtent, les menacent, les enlèvent, les soumettent au chantage, les empêchent de rentrer chez eux ou d'accéder à l'aide humanitaire.

---

<sup>37</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Position on Returns to Iraq, 14 novembre 2016, p. 3.

<sup>38</sup> Associated Press (AP), Crime Has Soared in Iraqi City, of Basra as the Army Has Left to Fight ISIS, 10 janvier 2016: <http://ind.pn/1RP4Qv3>.

<sup>39</sup> Cf. note de bas de page 22: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, UNHCR Position on Returns to Iraq, 27 octobre 2014, p. 3.

<sup>40</sup> US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2018 - Iraq, 13 mars 2019.

<sup>41</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Iraq, 31 mai 2012, p. 6.

<sup>42</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 23-24.

<sup>43</sup> Associated Press (AP), Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties, 22 mars 2018: [www.ap-news.com/aece6571de54f5dba3543d91deed381](http://www.ap-news.com/aece6571de54f5dba3543d91deed381).

<sup>44</sup> The Washington Post, How the Iraqi crackdown on the Islamic State may actually increase support for the Islamic State, 7 janvier 2019: [www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/01/07/is-iraqs-post-islamic-state-justice-strategy-misguided/?utm\\_term=.525d846f4e23](http://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/01/07/is-iraqs-post-islamic-state-justice-strategy-misguided/?utm_term=.525d846f4e23).

<sup>45</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 24-27.

USDOS et d'autres sources telles que le *Conseil de sécurité de l'ONU* ont indiqué que ce sont surtout les PMU, à majorité chiites, qui s'en prennent aux civil-e-s sunnites pour venger les crimes commis par l'EI/Daesh contre la population chiite.<sup>46</sup> HRW a également fait état en janvier 2019 d'arrestations arbitraires, de disparitions et d'actes de torture à l'encontre d'hommes sunnites originaires de zones qui ont été contrôlées par l'EI/Daesh.<sup>47</sup> Le *journaliste Ben Tauber* a déclaré dans une interview en décembre 2018 que les troupes du gouvernement irakien et les milices chiites mènent une campagne de représailles brutale, arrêtant, torturant, exécutant ou expulsant des centaines de milliers de musulmans sunnites en raison de leur lien présumé avec l'EI/Daesh. Il a ainsi ajouté craindre que ces représailles ne conduisent à une nouvelle division de la société et que de nombreuses victimes ne rejoignent l'EI/Daesh.<sup>48</sup>

## 2.2 Situation des ancien-ne-s membres du parti Baas et des partisan-e-s du régime de Saddam Hussein

### 2.2.1 Le parti Baas et la débaasification

**Le parti Baas était dominé par les sunnites.** Le Parti Baas (socialisme arabe) a gouverné l'Irak sous Saddam Hussein de 1968 à 2003, le pouvoir étant alors placé entre les mains d'une petite élite, dont les membres étaient liés par leur appartenance tribale et familiale.<sup>49</sup> Il s'agissait principalement de tribus sunnites. Bien que le parti Baas ait véhiculé une idéologie interreligieuse, il était dominé par les sunnites.<sup>50</sup> Dans les années 1980, environ dix pourcents de la population irakienne étaient membres du parti Baas. Celui-ci est décrit comme autoritaire et brutal. Il exerçait une grande influence tant dans l'armée que dans les institutions gouvernementales et contrôlait la population par la violence et diverses mesures répressives.<sup>51</sup>

**La débaasification a servi de légitimation aux violences à motivation confessionnelle.** Après la chute de Saddam Hussein, le parti Baas a été interdit par la Constitution de 2005. Afin d'empêcher le parti Baas de reprendre le pouvoir, diverses mesures juridiques et administratives ont été prises et des membres du parti occupant des postes élevés dans l'armée et le gouvernement ont été licenciés. Les chiïtes ont soutenu ce processus, alors que les sunnites ont vu dans ce processus dit de « débaasification » un instrument à motivation religieuse pour empêcher les sunnites de prendre part à la vie politique et publique.<sup>52</sup> Dans le cadre de cette débaasification, quelque 150 000 anciens membres du parti Baas, pour la

<sup>46</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 24-27.

<sup>47</sup> Human Rights Watch (HRW), World Report 2019 - Iraq, 17 janvier 2019: [www.ecoi.net/de/dokument/2002196.html](http://www.ecoi.net/de/dokument/2002196.html).

<sup>48</sup> National Public Radio, Following The Defeat Of ISIS, Iraq Pursues A Campaign Of Revenge, 19 décembre 2018): [www.npr.org/2018/12/19/678133967/following-the-defeat-of-isis-iraq-pursues-a-campaign-of-revenge](http://www.npr.org/2018/12/19/678133967/following-the-defeat-of-isis-iraq-pursues-a-campaign-of-revenge).

<sup>49</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 62.

<sup>50</sup> The National Interest, The Rise of Sunni Identity in Iraq, 5 avril 2013: <https://nationalinterest.org/commentary/sunni-identitys-rise-iraq-8314>.

<sup>51</sup> European Asylum Support Office, Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 63.

<sup>52</sup> Ibid., p. 63, 65-66.

plupart des Arabes sunnites, ont été démis de leurs fonctions et leurs pensions ont été supprimées.<sup>53</sup> 400 000 militaires qui servaient sous les ordres de Saddam Hussein ont été licenciés.<sup>54</sup> EASO décrit cette débaasification comme un processus extrêmement lacunaire qui a encouragé la polarisation religieuse de la politique et entraîné une grande instabilité. La débaasification a servi pour de nombreuses personnes à légitimer les violences à motivation religieuse.<sup>55</sup>

**Le gouvernement irakien traite les opposants politiques de membres du parti Baas.** Les observateurs estiment que de nombreuses personnes indésirables ont été arrêtées sous prétexte qu'elles étaient d'ancien-ne-s membres du parti Baas, alors qu'elles appartenaient en réalité à l'opposition politique. Il s'agissait pour la plupart d'entre elles de sunnites arrêtés par les forces de sécurité à majorité chiite. Ainsi, en octobre/novembre 2011, plus de 600 personnes ont été arrêtées en raison de liens avec l'ancien parti Baas. Les observateurs ont fait part de leurs doutes quant au bien-fondé de cette justification.<sup>56</sup>

## **2.2.2 Persécution à l'encontre d'ancien-ne-s membres du Baas et d'ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam Hussein**

**Perpétrées par des milices chiites et les forces de sécurité irakiennes, les violences à l'encontre des ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam se sont intensifiées après 2005.** Les violences à l'encontre des ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam Hussein se sont surtout intensifiées à partir de 2005, lorsque les partis chiites sont arrivés au pouvoir après les premières élections libres. Les milices chiites étaient les principales responsables de ces attaques.<sup>57</sup> Le HCR a indiqué en 2005 que les membres de l'ancien régime étaient exposés à des attaques depuis la chute du régime. Des partisan-e-s de haut rang, mais aussi de rang inférieur, de l'ancien régime ont ainsi été tués ou ont subi des attaques. Ils ont été victimes de harcèlement, de chantage, d'intimidations, de menaces physiques ou d'assassinats. Selon le HCR, il est souvent difficile de connaître la raison exacte pour laquelle une personne a subi des violences. La motivation des attaques est parfois politique, contre les partisan-e-s de l'ancien régime. Toutefois, il arrive souvent qu'il s'agisse de représailles personnelles.<sup>58</sup> Le *Geneva International Centre for Justice* (GIC) a décrit que la politique de débaasification a servi à légitimer le meurtre de plus de 150 000 civil-e-s irakien-ne-s innocent-e-s sous prétexte qu'ils/elles étaient membres du parti Baas. Des milliers d'autres ont été contraints de quitter l'Irak en raison de menaces et d'intimidations constantes.<sup>59</sup>

---

<sup>53</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Iraqi Asylum-Seekers, avril 2009, p. 170-171.

<sup>54</sup> Geneva International Center for Justice, Iraq - New bill contradicts basic principles of human rights, 4 août 2016: [www.gicj.org/un-special-procedures-appeals/iraq/448-iraq-new-bill-contradicts-basic-principles-of-human-rights](http://www.gicj.org/un-special-procedures-appeals/iraq/448-iraq-new-bill-contradicts-basic-principles-of-human-rights).

<sup>55</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 65-66.

<sup>56</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Iraq, 31 mai 2012, p. 17-19.

<sup>57</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Iraqi Asylum-Seekers, avril 2009, p. 170-171.

<sup>58</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Guidelines Relating to the Eligibility of Iraqi Asylum-Seekers, 3 octobre 2005, p. 14-17.

<sup>59</sup> Geneva International Center for Justice, Iraq - New bill contradicts basic principles of human rights, 4 août 2016: [www.gicj.org/un-special-procedures-appeals/iraq/448-iraq-new-bill-contradicts-basic-principles-of-human-rights](http://www.gicj.org/un-special-procedures-appeals/iraq/448-iraq-new-bill-contradicts-basic-principles-of-human-rights).

**Baisse du nombre d'attaques à l'encontre d'ancien-ne-s partisan-e-s du régime Baas en raison de la fuite de milliers d'entre eux/elles.** Jusqu'en 2009, selon le HCR, les attaques ont diminué, probablement aussi en raison de la fuite de nombreuses victimes potentielles. Néanmoins, d'autres meurtres d'ancien-ne-s membres du Baas ou de partisan-e-s de l'ancien régime ont continué d'être rapportés. Par ailleurs, la motivation des attaques restait souvent difficile à définir clairement. Les membres du parti et les partisan-e-s actifs/ves du régime de Saddam Hussein n'ont ainsi pas été les seuls à être touchés par les violences commises par les milices chiites, celles-ci s'en prenant aussi aux membres d'autres groupes privilégiés par Saddam Hussein, comme les réfugié-e-s palestinien-ne-s et syrien-ne-s admis-es en Irak.<sup>60</sup>

En 2012 aussi, le HCR a signalé des enlèvements et des meurtres d'ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam Hussein par des milices chiites.<sup>61</sup> Ce type d'attaques est documenté ponctuellement par des acteurs internationaux. Le *Carnegie Middle East Center*, par exemple, a indiqué en 2016 que les chefs tribaux faisaient souvent l'objet d'attaques en raison de liens présumés avec l'ancien régime.<sup>62</sup> MANUI a fait état de l'assassinat d'un sunnite à Bassorah en décembre 2016, qui était un ancien membre du parti Baas.<sup>63</sup> Le dernier rapport du HCR, publié en mai 2019, indique lui aussi que d'ancien-ne-s partisan-e-s du régime de Saddam Hussein ont été attaqués et tués. Comme le souligne le rapport, dans la plupart des cas, cependant, la raison de l'attaque n'est pas claire : un individu peut faire l'objet d'attaques en raison de liens réels ou présumés avec l'ancien régime, d'une appartenance présumée à l'EI/Daesh ou de son appartenance tribale ou confessionnelle.<sup>64</sup>

**Ancien-ne-s membres du parti Baas soupçonnés d'appartenir à l'EI.** Comme l'avait souligné HRW en septembre 2015, dans le discours chiite, les sympathisant-e-s (sunnites) de l'EI/Daesh sont associés aux partisan-e-s de l'ancien régime et du parti Baas. Il semblerait en effet que d'ancien-ne-s membres du parti Baas occupent des postes importants au sein de l'EI. Toutefois, de nombreux autres ancien-ne-s membres du parti Baas n'ont exprimé aucune solidarité avec l'EI/Daesh.<sup>65</sup> EASO a lui aussi souligné en avril 2019 que les ancien-ne-s membres du parti Baas sont souvent soupçonnés d'appartenir à l'EI/Daesh. Dans ce contexte ont ainsi eu lieu de nombreuses attaques contre les sunnites ces dernières années. EASO décrit, à titre d'exemples, diverses attaques contre d'ancien-ne-s membres du Baas. En 2015, par exemple, des milices ont incendié à Salah ad-Din les maisons de membres présumés du parti Baas et de l'EI/Daesh. Par la suite, il a été fait état de leur disparition et de leur assassinat.<sup>66</sup>

---

<sup>60</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Iraqi Asylum-Seekers, avril 2009, p. 170-171.

<sup>61</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Eligibility Guidelines for Assessing the International Protection Needs of Asylum-Seekers from Iraq, 31 mai 2012, p. 12, 17-19.

<sup>62</sup> Carnegie Middle East Center, The Sunni Predicament in Iraq, March 2016, <http://ceip.org/2DoMkGv>.

<sup>63</sup> Cf. note de bas de page 442: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, International Protection Considerations with Regard to People Fleeing the Republic of Iraq, mai 2019, p. 72, UNAMI, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 août 2017: [www.refworld.org/docid/5a7470a84.html](http://www.refworld.org/docid/5a7470a84.html).

<sup>64</sup> Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), International Protection Considerations with Regard to People Fleeing the Republic of Iraq, mai 2019, p. 72.

<sup>65</sup> Human Rights Watch (HRW), Ruinous Aftermath: Militia Abuses Following Iraq's Recapture of Tikrit, 20 septembre 2015: [www.refworld.org/docid/55ffdbd64.html](http://www.refworld.org/docid/55ffdbd64.html); UN High Commissioner for Refugees, International Protection Considerations with Regard to People Fleeing the Republic of Iraq, mai 2019, p. 72.

<sup>66</sup> European Asylum Support Office (EASO), Iraq; Targeting of Individuals, mars 2019, p. 65-66.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR est l'association faîtière nationale des organisations suisses d'aide aux réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, elle s'engage pour que la Suisse respecte ses engagements en matière de protection contre les persécutions conformément à la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Les activités de l'OSAR sont financées par des mandats de la Confédération et par des dons de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur l'Irak ainsi que sur d'autres pays d'origine de requérant-e-s d'asile sous [www.osar.ch/pays-dorigine](http://www.osar.ch/pays-dorigine).

La newsletter de l'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous [www.osar.ch/newsletter](http://www.osar.ch/newsletter).